



Monologue à la DDCT

"Direction Demande et Cause Toujours"

Et nous ? Nous voulons de l'HUMAIN !

Après le boycott de la quasi-totalité des membres du Comité Technique à cette instance le 14 décembre, **la DDCT ne semble toujours pas prendre la mesure des attentes des collègues**, que nous portons. Pire encore, elle n'a rien trouvé de mieux que de reconvoquer le CT, le 22 décembre... En pleines vacances scolaires de fin d'année... pour la trêve des confiseurs, on repassera !

Décidément, la DDCT est toujours à l'avant-garde du dialogue social puisque les élu.es du personnel qui sont aussi des agent.es n'ont pas droit de prendre leurs vacances quand elles-ils veulent. De mémoire d'élu.es, on n'avait jamais vu ça !

Aller vite sur le télétravail... nous répondons : prenons le temps !

Lors du CHSCT des 25 et 30/11, la ville a accepté sur notre demande, une commission pour **analyser le télétravail pendant la crise sanitaire**/ quelles améliorations apportées pour préserver les conditions de travail tant matérielles (ergonomie, matériel informatique, fatigue et stress des écrans) qu'en termes de santé mentale (préservation du collectif de travail, prévention de la surcharge de travail, des addictions...). L'idée étant de lancer une démarche au plus près des agent.es afin de faire remonter les réalités du terrain.

15 jours après, la DDCT lance un chantier sur comment développer le télétravail en associant avant tout les responsables d'équipe qui sont sommés du jour au lendemain d'avancer vite sur ce sujet, sans un minimum d'échange avec les acteurs de la prévention qui connaissent les risques du télétravail comme par exemple la perte de sens du virtuel/visio, de casse des collectifs de travail, d'individualisation et de contrôle.

La ville veut aller vite sur un sujet crucial et complexe comme le télétravail : **en février tout doit être plié !**

Alors la ville se targue que la majorité des agent.es *veulent du télétravail*. Il faudrait d'abord **comprendre pourquoi et en traiter les causes...** surtout que les choses ont évoluées avec l'expérience à grande échelle du confinement...

Par ex : **l'éloignement travail / logement**. La ville répond que pour réduire le temps de transports + « développement durable », il faut du télétravail.

Une autre solution est possible : Augmenter le nombre de logements sociaux à Paris et leur accès aux agent.es : aujourd'hui 52 % des agent.es habitent.es en dehors de Paris. Selon le bilan social, seulement **7 % des demandes de logement social des agent.es de la DDCT sont positives** ! Cette politique de logement est loin d'être à la hauteur de cette ambition de faciliter la vie de ses agents.es et d'une ville écologique !!!

La ville ne propose jamais de vite avancer sur un autre sujet qui « plait » aux agent.es comme la revalorisation salariale, ou « Comment puis-je bien travailler pour mieux faire mon travail de service public quand nous sommes si peu dans le service ? »

Non, réduire la surcharge de travail, créer de l'emploi par temps de chômage massif et améliorer le service public, ce n'est pas son choix !

Le choix de la ville est clair : exit **la prévention, il s'agit de profiter de la crise sanitaire pour accélérer la dématérialisation** des démarches administratives qui excluent de nombreux parisiens comme dans les quartiers populaires et les « séniors ».

Nous voulons de l'humain en 2021 ! Nous souffrons toutes et tous de cette crise sanitaire et sociale. Notre santé mentale est plus que fragilisée dans la vie, au travail... Nous n'en pouvons plus du tout virtuel alors que nous voulons nous retrouver, échanger.

La crise nous a encore plus démontré que nous avons besoin de l'humain, du présentiel dans le service public.

Avant de parler télétravail partout, nous vous demandons de prendre le temps de la prévention, de l'écoute des collègues et surtout de l'humain !

Il est beau, il est beau mon poisson... euh mon bilan « social » !

Comme toujours, à en croire la direction avec son "bilan social", tout va bien ! En réalité, **les effectifs de la DDCT sont en baisse** comme on le constate dans les services et non comme la DDCT l'écrit sur le papier. Par exemple, il y a moins d'agent.es dans les mairies qui sont supposées être une "priorité" pour un service public de proximité (189 collègues de la Préfecture de Police sont arrivés, des postes créés pour de nouvelles missions dans les états civil et pourtant seulement 140 personnes de plus dans le bilan 2019, donc un peu **plus de 60 postes disparus...**)

Et avec la mairie de Paris Centre, la DDCT va encore réussir à **supprimer 48 postes**.

De l'aveu même du bilan social au détour du sujet des heures supplémentaires, on constate un recours accru aux heures supplémentaires dû à une "**situation de sous-effectif, notamment dans les services à la population**". Comme quoi la réalité nous rattrape toujours, même quand on essaie de ne pas la voir depuis le haut de sa tour.

La NBI pour tout.e.s les ALG de la DDCT !

Les explications de la DDCT pour préciser le refus de son attribution sont absurdes : il n'y a pas de délibération qui le permette !

Et bien, ça tombe bien... C'est justement ce qu'on demande, une délibération.... Il n'y a que l'exécutif pour remédier à cette injustice qui perdure depuis de trop longues années !

D'autant qu'il y a **une jurisprudence** : les ALG de la DILT ont obtenu la NBI avec le SUPAP-FSU après qu'un ALG de la DVD ait attaqué la Ville au Tribunal Administratif **et gagné** !

S'il faut en passer par là...

Surtout que la DDCT au lieu de soutenir ses agent.es auprès de la DRH pour qu'elles-ils soient enfin tout.es reconnus.es dans leur travail, préfère jouer le jeu de la division, en comptabilisant le temps de travail dévolu à l'accueil du public pour chaque agent.e.

On compte comment, à la minute ou à la seconde ?

La Ville fait d'ailleurs une erreur d'interprétation quand elle associe activité principale à 50% de temps de travail pour l'accueil du public. Si un.e agent.e assure plusieurs missions (ce qui est le moins que l'on puisse dire s'agissant des ALG) et qu'elles représentent toutes 10 ou 20% de leur temps de travail (à la louche, hein !) mais que l'accueil représente 30%, alors, il s'agit là de l'activité principale de l'agent.e.

Force est de constater que la Ville **traîne moins des pieds pour trouver un budget champagne et petits fours** à destination des parisiens, que pour **la juste reconnaissance du travail de ses agent.es** en première ligne.

C'est dire la mesquinerie qui règne !!!

« Dialogue social » de la DDCT : un véritable monologue

Discours en boucle de la direction, présentations faussées, discussions à la va-vite, et aucune écoute des agents. Un changement est nécessaire, pas celui des services, celui de la direction. Voilà pourquoi nous avons laissé la direction seule à ce dernier Comité Technique 2020, elle pourra s'écouter elle-même... **Et en 2021 ? Poussons-la à l'écoute et à l'humain !**